

Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux  
Observatoire Social Tunisien

CAHIER DU  
**FTDES** N°3

# (DES) ENGAGEMENT(S)

Dossier coordonné par:  
Riadh Ben Khalifa

Août 2020



المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية  
المرصد الاجتماعي التونسي

كراسات  
**المنتدى** عدد 3

# الالتزام وفك الالتزام

تنسيق: رياض بن خليفة

أوت 2020

بدعم من:



\*\*\*

Les opinions émises dans les articles publiés dans les cahiers du FTDES  
n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

\*\*\*

Tous droits réservés au Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux  
Achevé d'imprimer en Août 2020 sur les presses du FTDES  
N° ISSN : 2724-6833

**Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux**

Observatoire Social Tunisien



# **{DES} ENGAGEMENT(S)}**

*Dossier coordonné par Riadh Ben Khalifa*

Août 2020

**Rédaction et administration :**

Adresse, Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux  
47 avenue Farhat Hached, 1001, Tunis, Tunisie

**Directeur :** Alaa Talbi

**Comité de rédaction :**

Hayet Amamou, Sleheddine Ben Frej, Riadh Ben Khalifa, Nizar Ben  
Salah, Meher Hanin, Sofien Jaballah, Melek Kéfif, Mohamed Slim Ben  
Youssef

# Sommaire

## **Riadh Ben Khalifa**

Introduction ..... 6

## **Melika Ouelbani**

L'engagement comme devoir citoyen ..... 20

## **Latifa Lakhdhar**

L'engagement féministe en Tunisie : Dynamique d'une maturité ..... 41

## **Habib Ben Younes**

La sauvegarde du patrimoine : entre slogans et réalités ..... 55

## **Donia Remili**

La violence qui fait ravage : « Tout le monde s'engage » ..... 72

## **Nizar Ben Salah**

Valeurs universitaires : engagement/désengagement des universitaires tunisiens ..... 105

## **Hichem Abdessamad**

Les tribulations d'un « blédard » à Paris. Témoignage sur le mouvement associatif tunisien en France ..... 124

# المحتوى

## حياة عمامو

6 ..... في الالتزام بقضايا الحداثة في العالم العربي والإسلامي

## فاطمة شلفوح

54 ..... واقع التربية على حقوق الإنسان في المنظومة التربوية التونسية وعلاقته بترسيخ قيم المواطنة والبناء الديمقراطي

## شيماء بن رجب

76 ..... محاولة مشجعي النادي الإفريقي إنقاذ ناديتهم: مقارنة سوسولوجية للالتزام

# Introduction

**Riadh Ben Khalifa**

*Université de Tunis*

S'engager ou se désengager est un acte étroitement lié à l'adoption ou à l'abandon d'une cause. Au-delà de l'aspect contractuel, l'engagement désigne une « *participation active, par une action conforme à ses convictions profondes, à la vie sociale, politique, religieuse ou intellectuelle de son temps*<sup>1</sup> ». En d'autres termes « *nous appelons engagement l'assumption concrète de responsabilité d'une œuvre à réaliser dans l'avenir, d'une direction définie de l'effort allant vers la formation de l'avenir humain*<sup>2</sup> ». Dans *L'homme révolté* Albert Camus pense l'engagement comme une tâche quotidienne avec des moyens limités, mais avec l'envie de persévérer. Pour Sartre, l'engagement dans la lutte peut devenir, comme sous l'Occupation, le seul acte de liberté possible. Sa vie a été, comme celle d'autres intellectuels<sup>3</sup>, une vie d'engagement.

Il est important de mettre l'accent sur la différence entre engagement et implication. « *L'engagement (opposé à la réserve) relève de l'action publique, tandis que l'implication (opposé au détachement) relève de l'état subjectif*<sup>4</sup> ». Des chercheurs en sciences humaines et sociales orientent leurs sujets de recherches pour alimenter une réflexion sociétale. « *Parler de l'engagement c'est donc prendre en compte la*

---

<sup>1</sup> <https://www.cnrtl.fr/definition/engagement>

<sup>2</sup> Paul-Louis Landsberg, « Réflexions sur l'engagement personnel », *Esprit*, novembre 1937, p. 180.

<sup>3</sup> Abdelhafid Hammouche, « Penser les dominations dans le contexte colonial : Fanon, Bourdieu, Saïd », *Raison présente*, vol. 199, n°3, 2016, pp. 87-98 ; François Dosse, *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*. La Découverte, 2003 ; Gisèle Sapiro, « Formes et structures de l'engagement des écrivains communistes en France. De la "drôle de guerre" à la Guerre froide », *Sociétés & Représentations*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 154-176.

<sup>4</sup> Nathalie Heinich, « Pour en finir avec l'engagement des intellectuels », *Questions de communication*, n°5, 2004 [en ligne], URL :

<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7106>

place qu'un sujet de recherche occupe dans une discipline, au vu des enjeux et rapports de force qui s'y développent<sup>5</sup>». L'intellectuel s'engage sous des casquettes différentes, celle de l'expert, du chercheur ou du penseur<sup>6</sup>. Le sociologue Philippe Corcuff s'est alors posé la question suivante : « *Ce type d'utilité [sociopolitique] ne menace-t-il pas l'autonomie du travail scientifique ? Et si ce n'est pas inéluctablement le cas, dans quelle mesure les sciences sociales peuvent-elles puiser des points d'appui d'un tel engagement en interne, dans l'autonomie de leurs métiers, et/ou en externe, dans des considérations sociales, politiques, éthiques plus larges*<sup>7</sup> ». Il constate que la « neutralité axiologique » constitue un « horizon révélateur, jamais complètement atteignable mais orientant l'activité<sup>8</sup> » des chercheurs engagé dans le cadre d'une réflexion commune avec les pairs.

La colonisation, l'oppression, la discrimination raciales, les guerres civiles et les divergences idéologiques ont favorisé une production littéraire engagée très riche<sup>9</sup>. Citons à titre indicatif les œuvres de Federico García Lorca, Pablo Neruda, Nadhem Hikmat, Mahmoud Darwiche, Aimé Césaire, Frantz Fanon, Samir Amin, Youssef Dhamra... Il est des actions qui ne laissent des traces que dans les médias, dans les archives de la police ou dans la mémoire collective. Tout homme engagé n'est pas forcément auteur d'une œuvre, mais il est inéluctablement l'auteur d'un acte courageux et généreux envers soi et l'Autre.

L'engagement prend plus son sens de la participation et de l'inclusion (involving) que du résultat escompté, même si la réalisation du contrôle citoyen reste une finalité en soi. « *Une métaphore est*

---

<sup>5</sup> Béatrice Fleury-Vilatte et Jacques Walter, « L'engagement des chercheurs », *Questions de communication*, n°2 | 2002, [En ligne] URL :

<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7083>

<sup>6</sup> Pour Nathalie Heinrich ces trois postures distinguent l'intellectuel. Voir son article : « Pour une neutralité engagée », *Questions de communications*, n°2, 2002, pp. 117-127.

<sup>7</sup> Philippe Corcuff, « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 », in Bernard Lahire (dir.), *À quoi sert la sociologie ?* Paris, La Découverte, 2004, p. 175.

<sup>8</sup> *Ibid*, p. 184.

<sup>9</sup> Emmanuel Bouju (dir.), *Littérature et engagement*, Rennes, PUR, 2016.

محمد براءة (إشراف)، تحولات مفهوم الالتزام في الأدب العربي الحديث، القاهرة، دار الفكر-أفاق معرفة متجددة، 2003 ؛ باولا دي كايو، التمرد والالتزام في أدب غادة السمان، بيروت، دار الطليعة، 1992.



*possible ; schématiser l'engagement comme une disposition en étoile des techniques et des postures. Chaque bras de l'étoile correspondant à un ensemble particulier d'opportunités. De ce point de vue, les types d'engagement sont des stratégies correspondant à des situations et à des résultats, plutôt qu'à des indices de l'accès aux mécanismes du pouvoir<sup>10</sup>». Edgar Morin souligne que la refondation de la politique a pour corollaire une réforme de la pensée : « Nous sommes aujourd'hui victimes de deux types de pensée closes : l'un celui de la pensée parcellaire de la techno-science bureaucratisée, qui découpe le tissu complexe du réel en tranches de saucisson, l'autre, celui de la pensée de plus en plus locale, repliée sur l'ethnie ou la nation, qui morcelle en Puzzle le tissu commun de l'humanité <sup>11</sup>».*

Sous les régimes autoritaires et les dictatures les formes d'engagement sont soit encadrées, soit l'objet de répression qui vont de la brutalité policière à l'assassinat. Tout système politique fondé sur une idéologie qui refuse la différence considère l'engagement en tant que menace quand il diverge des lignes tracées par le pouvoir en place. « *Les régimes totalitaires et autoritaires font tout ce qu'ils peuvent pour favoriser le vivre ensemble des individus dans une masse indifférenciée et obéissante, et ils y parviennent pour un temps (...) Il en va de même pour les sociétés qui vivent sous l'emprise d'un néolibéralisme traitant les individus comme une masse de consommateurs habitués à vivre ensemble dans la grande distribution, la grande consommation et la grande distraction<sup>12</sup> ».* De ce fait, l'engagement n'est pas forcément une opposition, il peut s'inscrire dans la zone de tolérance d'un régime autoritaire, comme il peut former une résistance.

Les actions subversives ou celles cherchant à imposer une dictature policière ou militaire à la place du régime en place qu'il soit démocratique ou despotique s'inscrivent dans une certaine perception de

---

<sup>10</sup> Jenny Stewart, "Conceptualising Engagement", in *The Dilemmas of Engagement: The Role of Consultation in Governance*, p. 3 [en ligne] ANU Press, 2009. Accessed June 8, 2020. [www.jstor.org/stable/j.ctt24h7p4.6](http://www.jstor.org/stable/j.ctt24h7p4.6). Extrait traduit par nous-même.

<sup>11</sup> Edgar Morin, *Ma gauche*, Paris, François Bourin Editeur, 2011, p. 46.

<sup>12</sup> Patrice Meyer-Bisch, « The exercise of Cultural Right in situation of violence », in Riadh Ben Khalifa, *Coexistence in Libya and Other Geographical areas*, Tunis, Faculty of Humanities and Social Sciences, 2017, p. 26. Extrait traduit par nous-même.

l'engagement<sup>13</sup>. Néanmoins, nous ne pouvons considérer l'atteinte aux droits de l'homme comme une forme d'engagement, même si elle est parfois la conséquence directe ou indirecte de cet acte. Les réseaux sociaux et les médias au sens large regorgent d'exemples de la barbarie humaine, légitimée par la défense de causes dites « justes ». Les guerres civiles en Afghanistan, en Syrie, au Yémen et en Libye, au Soudan, etc. sont une parfaite illustration des dérives individuelles et institutionnelles.

Le positionnement idéologique nous conduit à prendre part pour une ou une autre partie du conflit, mais l'atteinte aux droits ne doit pas nous égarer. Dans cet univers de crise nous nous trouvons face à une aporie devant la définition de la nature de nos actes. Leur donner une connotation positive ou négative dépend de nos représentations des valeurs, des liens sociaux, du fonctionnement institutionnel et de la Justice. Il ne faut pas oublier de contextualiser l'engagement qui peut d'ailleurs s'exercer à l'échelle, locale, nationale ou transnationale. Dans les articles proposés pour ce numéro, les auteurs se sont attachés à une définition de l'engagement le réduisant à une quête de la liberté et des droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Ils ont identifié des problèmes et tenté de les résoudre sur la base de l'appropriation d'un héritage d'engagement et d'une action actuelle ou à programmer pour résoudre des problèmes déterminés.

Les démocraties laissent beaucoup plus de marges de manœuvres aux citoyens et aux corps intermédiaires pour défendre des causes. « *Le droit est le cadre d'action de la société civile. La caractéristique de ce cadre d'action est qu'il est à la fois pertinent pour les gouvernants et pour leurs critiques*<sup>14</sup> ». L'action touche par ailleurs le fonctionnement institutionnel et la lutte contre la précarité et la marginalité. Les formes d'engagements classiques sont essentiellement politiques et syndicales. La Tunisie a vu également depuis les années 1980 un foisonnement des

---

<sup>13</sup> Nous parlons bien de perception, car la notion d'engagement est née pour la défense des libertés. Elle suppose une implication contre un ordre établi. Elle est difficilement généralisable à la défense des dictatures policières. Pour plus de détails sur la notion de l'engagement, voir l'article de Mélika Ouelbani, pp. 20-40.

<sup>14</sup> Baudouin Dupret, et Jean-Noël Ferrié, « Réforme par le droit et société civile », in Anna Bozzo et Pierre-Jean Louizard (éd.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*. La Découverte, 2011, p. 273.

organismes de la société civile défendant diverses causes<sup>15</sup>. Le travail de terrain montre par ailleurs des individus agissant en dehors de toute structure officielle ou associative pour participer à une campagne de solidarité et pour défendre des individus, objet d'injustices et d'abus du pouvoir : par exemple une interprétation fondamentaliste des articles 1<sup>er</sup> et 6 de la constitution tunisienne de 2014 sur le rapport avec « le sacré ».

Aujourd'hui la littérature, la presse papier et l'art ne sont plus le terrain privilégié de l'expression de l'engagement citoyen au sens large, les réseaux sociaux sont aussi un espace d'expression et de contestation de certaines politiques, attitudes individuelles ou collectives, mais ils représentent également un espace de conservatisme, de misogynie, de racisme, de chauvinisme, etc. La pandémie du Covid 19 montre l'importance de l'utilisation des réseaux sociaux pour alimenter la réflexion ou défendre certaines causes comme la violence conjugale ou la précarité des migrants. Le virtuel est un nouvel espace d'engagement qui facilite le réseautage entre les personnes acquises à une même cause et le public visé. Il est dans ce sens un lieu de mobilisation citoyenne.

Les intellectuels ont une responsabilité importante pour déconstruire les problématiques sociétales et guider les individus vers la liberté : « *Toutes les étapes dans le processus de l'évolution des sociétés ont besoin d'un rôle exceptionnel des élites, car elles disposent du savoir et d'une capacité de faire des propositions et de concevoir des stratégies pour assurer la promotion sociale et construire des approches du progrès*<sup>16</sup> ». Néanmoins, les postures idéologiques et les rapports avec le pouvoir transforment certains d'entre eux en théoriciens de l'autoritarisme et de l'oppression de l'homme par l'homme. En Tunisie, les régimes de Bourguiba et de Ben Ali ont réussi à mettre à leur service une élite formée dans les universités tunisiennes et étrangères, parfois en confondant les exigences professionnelles avec les services offerts aux

---

<sup>15</sup> Sana Ben Achour, « Société civile en Tunisie : les associations entre captation autoritaire et construction de la citoyenneté », in Anna Bozzo et Pierre-Jean Louizard (éd.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, op.cit., pp. 293-312 ; Foundation for the Future, Etudes sur les organisations de la société civile, 2017 [en ligne] : [https://fr.slideshare.net/jamaity\\_tn/etude-sur-les-organisations-dela-socit-civile-en-tunisie](https://fr.slideshare.net/jamaity_tn/etude-sur-les-organisations-dela-socit-civile-en-tunisie)

<sup>16</sup> المنصف وناس، الشخصية التونسية. محاولة في فهم الشخصية العربية، تونس، الدار المتوسطة للنشر، 2011، ص 284. مقتطف ترجمه كاتب هاته المقدمة.

régimes en place. En échange, cette élite a bénéficié de postes et d'avantages divers<sup>17</sup>.

Il va sans dire que la résistance à l'autoritarisme a été aussi bien le fruit d'une action menée par l'élite que par la masse. Les « émeutes du pain de 1984 », la révolte du bassin minier de 2008<sup>18</sup> ou la révolution du 17 décembre 2010-14 janvier 2011 en sont la preuve. Pour être saisies, les mécanismes du rapport pouvoir/société doivent être placés dans leur contexte politique et idéologique et même au niveau des trajectoires individuelles. Ceux qui sont restés à l'écart des mouvements sociaux ou s'inscrivent en faux contre les revendications légitimes du peuple ne doivent pas être l'objet de jugement de valeur. « *Les historiens [autant que les citoyens] n'ont pas à fixer l'éthique de la gestion du passé*<sup>19</sup> ».

Nous avons observé récemment les « maladroites », « les bêtises » et des jugements de valeur prononcés au sein de l'assemblée des représentants du peuple (ARP), le 10 juin 2020, lors des débats sur la motion demandant des excuses à la France pour la période coloniale. Certains députés ont pris la parole pour dénigrer notamment l'ancien président de la République tunisienne Habib Bourguiba<sup>20</sup>. Les historiens Tunisiens ont adopté deux postures : la mobilisation sur les réseaux sociaux et les médias en général ou le silence. Ceux qui ont ignoré le débat pensent que même si l'histoire de la Tunisie coloniale et post-coloniale reste à écrire, la lecture des recherches universitaires disponibles est suffisante pour éclairer la lanterne des adeptes de la

---

<sup>17</sup> ثامر سعداوي، « جامعيون في خدمة الاستبداد », المولدي قسومي وحلمي أونينة (إشراف)، الجامعة الوطنية، تونس، مؤسسة روزا لكسمبورغ، ص 257-284؛ عادل بن يوسف، « دور المثقف في المجتمع : الجامعيون زمن حكم بن علي », خميس العرفاوي (إشراف)، الثقافة والالتزام، تونس، دار سحر للنشر، 2016، ص 9-57؛ منصف باني، النخبة التونسية : من واقع الاستبداد الى الثورة (1987-2011)، تونس، المعهد العالي لتاريخ تونس المعاصر، 2015، ص 31-48.

Voir également Eric Gobe, *Les avocats en Tunisie de la colonisation à la révolution (1883-2011). Sociohistoire d'une profession politique*, Paris, IRMC-Karthala, 2013, pp. 217-242.

<sup>18</sup> Larbi Chouikha et Eric Gobe, « La Tunisie entre la « révolte du bassin minier de Gafsa » et l'échéance électorale de 2009 », *L'Année du Maghreb*, n°V, 2009, [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/623> ; Stora, Benjamin, et Akram Ellyas. « ÉMEUTES DU PAIN. (Tunisie, janvier 1984) », in Benjamin Stora et Ellyas Akram (dir.), *Les 100 portes du Maghreb. L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, trois voies singulières pour allier islam et modernité*, Éditions de l'Atelier (programme ReLIRE), 1999, pp. 151-153.

<sup>19</sup> Annette Wiewiorka, « L'historien au risque de l'engagement », *Questions de communication* [En ligne], 2 | 2002, URL :

<http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7086>

<sup>20</sup> *La Presse*, 11/06/2020.

théorie du complot dans l'histoire du mouvement national tunisien. Il n'est pas besoin d'être spécialiste pour dissocier la diffamation et la propagande des faits réels.

Pour comprendre les mécanismes de l'engagement au niveau de la pensée et des actes, il importe de faire un zoom pour suivre des cas de figure ou plutôt des trajectoires individuelles. Il se dégage ainsi plus nettement l'articulation entre engagement personnel et professionnel. Les prises de position sont circonstancielles et conditionnées par une interprétation particulière d'un événement, d'un fait divers ou d'une politique publique. Nous pouvons mesurer ainsi les revirements politiques et idéologiques ou même la ténacité et la profondeur des convictions morales et idéologiques des individus. Les médias autant que la production littéraire laissent des traces pouvant permettre au chercheur d'étudier les postures des individus dans un espace public. Il faudrait donc affiner les démarches méthodologique pour exploiter cette source.

Les articles publiés dans ce numéro répondent à une commande du comité scientifique de l'observatoire social tunisien rattaché au Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux. Nous avons sollicité, d'une part, des universitaires connus par leur engagement citoyen, pour leur capacité à traiter des sujets sensibles dans une approche pluridisciplinaire. D'autres part, nous avons fait appel à deux docteurs et à une jeune doctorante.

Les articles du présent numéros ont été rédigés pendant le confinement lié à la pandémie du Covid 19 ; une période qui a permis à tous de prendre du recul et à revoir nos cadres de références à la lumière de la fragilité de l'être humain et de la nécessité de mobiliser les moyens de l'Etat et de la société civile pour assurer plus de justice sociale, lutter contre les disparités régionales, la marginalité et l'exclusion<sup>21</sup>. C'est une

---

<sup>21</sup> Le FTDES oriente ses recherches vers les problématiques sociétales. Citons à titre d'exemple : Azzam Mahjoub, *Pandémie Covid19 en Tunisie. Les inégalités, les vulnérabilités à la pauvreté et au chômage*, Tunis, FTDES, 2020 [en ligne] : <http://ftdes.net/rapports/COVID-AZ19.pdf> ; FTDES et Migreurop, *Politiques du non accueil en Tunisie. Des acteurs humanitaires au service des politiques sécuritaires européennes. Rapport conjoint de mission, juin 2020* [en ligne] : <https://ftdes.net/politiques-du-non-accueil-en-tunisie/> ; FTDES et Friedrich Ebert Stiftung,

réflexion pluridisciplinaire sur nos rapports avec le passé, les institutions, les valeurs, l'Education, le genre, la citoyenneté, la place de la société civile dans nos sociétés...

Mélika Ouelbani part du constat que de nos jours, les citoyens, en particulier les jeunes, sont plutôt frileux par rapport à toute sorte d'engagement. Pourtant cet acte est l'expression de notre liberté, de notre volonté et de notre citoyenneté. Pour la philosophe, il devient donc essentiel de comprendre ce phénomène devenu universel, particulièrement dans le domaine politique. Elle a essayé de cerner ce qu'est un engagement authentique à partir d'une réflexion conceptuelle, mais également à partir d'illustrations choisies chez Jean-Paul Sartre et Albert Camus.

Les différentes élections qui ont eu lieu après 2011 permettent de dresser un tableau assez parlant des Tunisiens face au choix, à l'engagement et à la prise en charge d'eux-mêmes en toute connaissance de cause. C'est ce qui lui a ouvert la porte pour tenter de comprendre le désengagement des jeunes tunisiens. La réflexion de Mélika Ouelbani lui a permis de présenter des pistes pour que ces derniers puissent reprendre avec discernement leur avenir en main.

Partant du déroulement des funérailles de la militante Lina ben M'henni, le 28 janvier 2020 au cimetière Al Jallez à Tunis, et de son impact sur l'opinion publique tunisienne, Latifa Lakhdar analyse un cérémonial caractérisé, de façon inédite, par un courage féministe de défi et même de subversion à l'égard des normes sociales, culturelles et politiques dominantes.

---

*Perception de l'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA). Etude des attentes économiques et sociales en Tunisie*, octobre 2018 [en ligne] :

<https://ftdes.net/rapports/etude.aleca.pdf>

ماهر حنين، سوسيولوجيا الهامش في زمن الكورونا. الخوف- الهشاشة- الانتظارات، تونس، المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، أبريل 2020، الرابط : <https://ftdes.net/sociologie-des-marges/> : سوسيولوجيا الفعل الاجتماعي في تونس منذ 14 جانفي 2011. تعدد طرق الانخراط وتنوع اشكال الاحتجاج، كراسات المنتدى، الكراس عدد 2، جويلية 2019 : منير السعيداني وفؤاد غربالي، الحركات الاجتماعية في تونس. السياقات، الفاعلون، الأفعال وسيناريوهات التطور المحتملة، تونس، المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية، 2018، الرابط : <https://ftdes.net/mvtssociauxtunisie/>

L'auteure a cherché à décrypter la profondeur historique de cet engagement féministe en fixant l'analyse sur les couches successives les plus importantes des luttes menées, sans discontinuité, depuis les années vingt du siècle dernier. Des luttes passées se trouvent donc au fondement d'un projet national libérateur des femmes tunisiennes. D'autres, récentes, persévèrent jusqu'à nos jours pour aboutir à l'accomplissement des valeurs de « l'égaliberté<sup>22</sup> ».

Latifa Lakhthar prolonge ici une réflexion menée dans un ouvrage publié en 2013<sup>23</sup>. « *Notre utopie [ subversive par essence contrairement aux idéologies ], celle à laquelle s'attache aujourd'hui notre dignité et qui traduit l'âme de nos révolutions, proviendra de la voix de tout ce qui a été lors de nos expériences passées, inachevé, imparfait et contrarié, à savoir l'humanisme de notre philosophie et notre adab et poésie qui pendant pas moins de quatre siècles de ce qui fut l'époque classique de l'islam, n'ont cessé de retenir comme un chant joyeux vantant la raison, la sentimentalité et l'amour<sup>24</sup>.* ».

Ce retour au passé nous offre des outils pour comprendre le présent et nous projeter vers le futur. C'est ce qui a incité Habib Ben Younes à rappeler la nécessité d'un engagement de multiples acteurs pour sauvegarder le patrimoine tunisien, marqueur d'une identité nationale plurielle et menacé. Il brosse un tableau montrant que le patrimoine est un slogan politique ou un alibi loin d'être un projet durable. Des exemples concrets exposent bien des problèmes de notre patrimoine convoité et mal administré :

- le ministère de la Culture n'arrive pas à assumer, au niveau du nom, son rapport avec le patrimoine et les institutions en charge de sa gestion ;
- certains projets nationaux n'ont jamais été évalués ;

---

<sup>22</sup> Formule empruntée à Etienne Balibar. Voir : *La proposition de l'égaliberté. Essais politiques 1989 - 2009*. Presses Universitaires de France, 2010.

<sup>23</sup> Latifa Lakhthar, *De quoi demain sera-t-il fait ? Le monde arabo-musulman fait sa révolution*, Tunis, Nirvana, 2013.

<sup>24</sup> *Ibid.*, pp. 166 et 167.

- des projets muséographiques départementaux ou d'intégration du patrimoine dans le cursus scolaire ont été abandonnés;
- les municipalités tournent le dos aux lieux de mémoire qu'ils gèrent privant leurs communautés d'un bénéfice moral et matériel.

Pour Habib Ben Younes, une prise de conscience est nécessaire, sinon obligatoire. Les universitaires et les chercheurs doivent quitter leurs forteresses et sortir leur savoir des rayons des bibliothèques. En outre, les ministères de la Culture, de la Jeunesse, de l'Education et Enseignement supérieur, sont appelés à devenir des ministères de souveraineté. Enfin, avec la société civile, les partenaires officiels doivent dépasser les slogans et passer à l'action. La dégradation du patrimoine nécessite en effet un plan d'action d'envergure.

Ce questionnement sur le rapport avec le patrimoine ouvre la voie à Hayet Amamou pour aborder la problématique de l'engagement des intellectuels du monde arabo-islamique en faveur de la modernité. Au début du XIXe siècle de nombreux penseurs réformateurs ont créé une dynamique intellectuelle appelée « Renaissance ». Leur pensée est née de la prise de conscience du retard face à l'Occident et d'une crainte de l'anéantissement de la culture arabo-musulmane sous l'effet du choc civilisationnel avec l'Europe.

Durant l'entre-deux-guerres, les penseurs arabo-musulmans se trouvaient face au paradoxe d'une Europe qui a commis des atrocités dans les colonies et qui cherchaient à désarticuler les structures traditionnelles de l'économie et de la société. La résistance au colonisateur passait pour ces intellectuels par un attachement à l'islam, en tant que fondement de l'identité nationale et barrière permettant de résister à toute forme d'assimilation. Cette même Europe a été le lieu de naissance de l'humanisme et des lumières.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'affermissement des mouvements nationalistes a changé les priorités puisque les intellectuels et l'élite politique ont accordé plus d'intérêt à une réflexion sur l'indépendance, sur la mise en place des institutions des Etats libérés du joug colonial et sur les orientations politiques, économiques, sociales et culturelles. L'autoritarisme a bridé les intellectuels, quand leur pensée



tourne vers la réforme de la religion et la défense de la liberté d'expression.

A partir des années 1970, en considérant que leurs Etats ont procédé à une modernisation - instrumentale - et non pas une modernité, plusieurs intellectuels ont réouvert le débat entamé depuis le XIXe siècle sur le rapport entre Islam et modernité, tout en mettant l'accent sur l'échec des gouvernements des Etats indépendants à réaliser le progrès social souhaité. Face à la prise de conscience de la profondeur de la crise les nouveaux Etats indépendants ont adopté des politiques économiques et sociales libérales et ont ouvert la brèche d'une expression politique de «l'islam en colère» qui milite contre «l'occidentalisation» des sociétés arabo-musulmane, sans pour autant s'opposer au libéralisme. Ainsi, des intellectuels se sont engagés à faire face au dogmatisme et se sont interrogés, d'une part, sur l'issue permettant de sortir de l'autoritarisme et, d'autre part, sur la lutte contre les interprétations radicales des textes sacrés, favorisant la violence de l'islam politique.

La psychologue Donia Remili a focalisé son article sur ce dernier point. La prévalence de la violence semble être amplifiée, dans le contexte tunisien, notamment lors de la dernière décennie. «*Les opinions publiques se révèlent manipulables en temps de crise, et leurs passions, une fois mises en branle, constituent des obstacles supplémentaires à l'apaisement des problèmes*<sup>25</sup>». Le phénomène de la violence mérite, selon l'auteure, d'être aux premières loges de nos priorités. Une réflexion profonde sur la déconstruction des discours légitimant la violence doit être menée. C'est seulement ainsi, que nous pouvons opter pour des solutions plus concrètes et plus adaptées à notre contexte tunisien.

Pour ce faire, plusieurs stratégies de prévention et actions de sensibilisation et de prise en charge ont été mises en œuvre, notamment, celles apportées par la société civile, à travers le rôle crucial qu'elle assure dans ce domaine. Toutefois, ces mesures nécessitent plus d'efforts et d'engagement de la part de tous les acteurs impliqués dans la lutte contre ce fléau dévastateur. Il faudrait donc œuvrer à déconstruire la

---

<sup>25</sup> Philippe Braud, *Violences politiques*, Paris, Seuil, « coll. Points », 2004, p. 268.

logique rendant la violence acceptable pour une partie de la population et favoriser une réforme touchant divers domaines dont l'Education.

Ainsi Nizar Ben Salah et Fatma Chalfouh se sont intéressés à l'engagement par rapport au système éducatif à l'école et à l'Université tunisienne. L'éducation aux droits de l'homme favorise le vivre ensemble et la solidarité entre les citoyens. C'est pour cette raison qu'il faut l'intégrer dans les programmes scolaires d'une façon transversale. Fatma Chalfouh a relevé des failles dans le système éducatif tunisiens sur trois niveaux : objectifs pédagogiques, contenu des programmes et formation des acteurs éducatifs. Pour y remédier, elle propose de réformer les programmes scolaires sur la base du respect des droits de l'homme, de renforcer les compétences du corps enseignant et d'améliorer les infrastructures pour que les écoles soient favorables aux activités des clubs (notamment d'éducation à la citoyenneté). Ceci nécessite l'engagement d'acteurs institutionnels et non institutionnels, afin de faire respecter la constitution tunisienne et les conventions internationales en matière du respect des droits à l'éducation.

Nizar Ben Salah s'intéresse aux valeurs universitaires en lien avec l'engagement. En Tunisie, l'association tunisienne de défense des valeurs universitaires a publié, en 2017, la charte universitaire tunisienne. Nizar Ben Salah évalue l'engagement et le désengagement des universitaires tunisiens envers les valeurs qui sont les leurs<sup>26</sup>. A chaque fois, les raisons de l'engagement ou du désengagement sont explicitées et expliquées. L'auteur constate que le comportement des universitaires est lié à l'existence ou à la non existence de textes juridiques ou réglementaires et de directives écrites concernant telle ou telle autre valeur.

En conclusion, Nizar Ben Salah propose une approche structurante afin d'approfondir l'engagement des universitaires tunisiens. Principalement, il recommande de mettre fin à leur affiliation à la fonction publique et de moderniser leur statut. Il propose également d'inclure un référentiel d'ordre éthique dans les textes réglementaires qui définissent les obligations et les prérogatives des universitaires lors de

---

<sup>26</sup> L'auteur n'a traité que quelques articles de la charte.

l'exercice des fonctions administratives et des responsabilités scientifiques qu'ils ont à occuper.

L'engagement peut être pensé en termes de trajectoires sous forme d'un récit de vie ou d'égo-histoire. Pour illustrer un parcours d'un citoyen engagé dans les deux rives de la Méditerranée nous avons contacté Hichem Abdessmad qui a accepté de nous livrer un témoignage sur son cheminement dans le mouvement associatif tunisien en France de l'avènement de Mitterrand jusqu'à la veille de la révolution tunisienne.

Il a évoqué trois séquences qui ont scandé et modulé le rapport des principales composantes de ce mouvement avec le pays d'accueil et le pays d'origine, à savoir *les années d'exil* ou ce qu'il a pu appeler, avec d'autres, *le temps de l'immigrature* ; *les années républicaines* dominées par la problématique de l'Intégration et enfin le décrochage par rapport à la « République ». Ces trois moments dessinent une courbe pendulaire assez paradoxale : l'installation à demeure n'exclut pas le retour imaginaire vers le pays d'origine.

Ce découpage tente d'articuler un parcours personnel et les changements politiques et intellectuels qui ont sous-tendu et conditionné les politiques migratoires en France. Le contexte du pays d'accueil est évoqué allusivement, un peu en contrechamp. Le texte de Hichem Abdessamad est avant tout un témoignage. Il s'agit d'une histoire subjective en somme, mais une génération d'acteurs issus de l'immigration en France pourrait s'y reconnaître, peu ou prou.

Enfin, Chaima Ben Rejeb a traité l'engagement des supporters du Club Africain, en 2019, qui ont tenté de surmonter une crise financière structurelle qui risque de faire tomber le club de Bab Jedid en 2<sup>ème</sup> division du championnat du football tunisien. Cette opération, appelée « Latkha » a mobilisé divers acteurs qui ont travaillé efficacement sur la communication, la transparence et la valorisation des enjeux. La sociologue est passée dans son étude d'une micro-dimension sportive à une macro-dimension sociale où l'appartenance, le défi et les valeurs sportives véhiculées ont favorisé la mise en place d'une structure de solidarité pendant le confinement du Covid 19, en utilisant les mêmes techniques de la « Latkha » et en partant de son noyau initial.

Les articles publiés dans le présent numéro nous ont permis d'aborder la problématique de l'engagement/désengagement des acteurs institutionnels et non institutionnels. Chaque article contient des propositions concrètes pouvant servir de base à une politique pouvant améliorer l'intelligence de certains phénomènes sociaux. Nous aspirons à ce que les responsables politiques, les bailleurs de fonds et les organisations de la société civile prennent en considération les propositions avancées pour améliorer la gestion des problèmes sociaux et pour faire face plus efficacement aux conséquences des crises. La dernière en date, celle liée au Covid 19, nous a montré qu'il fallait être inventif pour s'en sortir.